



Ministère des armées

Plateforme Commissariat Sud (Toulon)

DAF_2025_000741

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Objet : Réalisation de prestations de vérifications et contrôles réglementaires de matériels au profit des formations et services soutenus par la base de défense de Toulon (2 lots).

Lot 1 : engins et accessoires de levage et de manutention ;
Lot 2 : machines-outils et compacteurs à déchets.

ANNEXES AU CCTP:

Annexe 1 : Rapport de vérification provisoire ;

Annexe 2 : Répartition du parc d'engins de levage et du matériel de manutention (lot 1) ;

Annexe 3 : Liste des machines-outils et compacteurs à déchet (lot 2).

SOMMAIRE

LOT 1 : CONTROLES DES ENGINS DE LEVAGE	
1. OBJET	
2. REGLEMENTATION	
3. NATURE ET ETENDUE DU BESOIN	
4. CONTROLE DES APPAREILS DE LEVAGE	
4.1. Contrôle lors de la mise en service	
4.2. Vérifications générales périodiques	
4.3. Contrôle lors de la remise en service	
4.4. Essai après remplacement de câble, de chaîne, de cordage ou de crochet consécutif à l'usure, à la limite de validité ou à la rupture	
5. CONTROLE DES ACCESSOIRES DE LEVAGE	
5.1. Dispositifs de préhension de charge : palonniers ; élingues en câble, chaînes, et fibres de textiles ; pinces auto-serrantes ; manilles ; tendeurs... ..	
6. EXECUTION DU MARCHE	
6.1. Appareils de levage	
6.2. Accessoires de levage	
7. CONDUITE DES APPAREILS	
8. RECOMMANDATIONS DIVERSES	
9. MARQUAGE DES APPAREILS ET ACCESSOIRES	
10. DELAIS	
11. DELIMITATION DE LA FOURNITURE	
12. RAPPORTS DE VERIFICATION	
12.1. Rapport de vérification provisoire (annexe 1)	
12.2. Rapport de vérification détaillé	
12.3. Accès au site web du titulaire	
13. SECURITE	
LOT 2 : CONTROLE ET VERIFICATIONS DES MACHINES	
14. OBJET DU BESOIN	
15. ETENDUE DU BESOIN	
15.1. Visite réglementaire des machines	
15.2. Contrôle des machines	
16. DOCUMENTS/ REGLEMENTATION	
16.1. Visites réglementaires périodiques et contrôles	
16.2. Mesures particulières.....	
17. CONTENU DU MARCHE	
18. REALISATION DES VISITES ET CONTROLES	
18.1. Visites réglementaires Périodiques	
18.2. Contrôles des machines-outils	
19. DELAIS	
20. RAPPORTS DE VERIFICATION	
20.1. Rapport de vérification provisoire	
20.2. Rapport de vérification détaillé	
20.3. Accès au site web du titulaire	

LOT 1 : CONTROLES DES ENGINS DE LEVAGE

1. OBJET

Le présent dossier a pour objet, la définition :

- Des vérifications générales périodiques réglementaires,
- Des vérifications avant mise en service,
- Des vérifications lors de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes.

2. REGLEMENTATION

Le titulaire réalise les prestations des contrôles sur les engins de levage selon la réglementation en vigueur et plus particulièrement, selon l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des accessoires et appareils de levage.

3. NATURE ET ETENDUE DU BESOIN

Le parc d'engins à contrôler est constitué d'appareils de type, de marques, d'âge et de caractéristiques différentes. Une Liste non exhaustive des machines figure en annexe 2.

Les prestations pourront être exécutées dans les divers établissements militaires rattachés à la Base de Défense TOULON (Toulon, Hyères, Cuers, St Mandrier, La Farlède Ecole Marins Pompiers de la Marine.

Seul le contrôle de la grue PPM CMU 19 Tonnes du porte-avions Charles de Gaulle se fera à bord d'un bâtiment de la marine, pour cela le titulaire doit disposer d'une poche d'eau d'une capacité suffisante pour réaliser le contrôle.

Répartition du parc : Base Navale Toulon Ollioules 80%, St Mandrier 7.5%, Hyères 7.5%, Cuers 4%, Marseille moins de 1%

Dans la mesure du possible, la cellule M.C.O. matériel commun de chaque pôle s'efforcera de regrouper par site les engins devant subir des vérifications.

4. CONTROLE DES APPAREILS DE LEVAGE

4.1. Contrôle lors de la mise en service

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 12 (configurations diverses), 13 et 14 (appareils neufs), 15 (appareils d'occasion) associés aux précisions et compléments suivants, que le titulaire se soit ou non assuré de l'aptitude à l'emploi :

4.1.1 Examen d'adéquation

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 5.

4.1.2 Essai de fonctionnement

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 6

4.1.3 Epreuve statique

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 10.

4.1.4 Epreuve dynamique

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 11.

4.2. Vérifications générales périodiques

4.2.1 Périodicité

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 23.

4.2.2 Essai de fonctionnement

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 6.

4.2.3 Examen de l'état de conservation

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 9 pour vérifier le bon état de conservation et déceler toute détérioration susceptible de créer des dangers.

4.3. Contrôle lors de la remise en service

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, articles 18, 19 et 20 associés aux précisions et compléments suivants :

4.3.1 Examen d'adéquation

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 5.

4.3.2 Examen de l'état de conservation

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 9.

4.3.3 Essai de fonctionnement

Application de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 6.

4.3.4 Essai statique

Application de l'arrêté 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 10.

4.3.5 Essai dynamique

Application de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 11.

4.4. Essai après remplacement de câble, de chaîne, de cordage ou de crochet consécutif à l'usure, à la limite de validité ou à la rupture

Application de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 21.

5. CONTROLE DES ACCESSOIRES DE LEVAGE

5.1. Dispositifs de préhension de charge : palonniers ; élingues en câble, chaînes, et fibres de textiles ; pinces auto-serrantes ; manilles ; tendeurs...

5.1.1 Contrôle avant mise en service

Application de l'arrêté 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 16, article 17, article 24 que le fournisseur se soit ou non assuré de l'aptitude à l'emploi.

5.1.1.1 Examen d'adéquation (article 7)

5.1.1.2 Epreuve statique (article 8)

5.1.2 Contrôle périodique annuel

5.1.2.1 Périodicité

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 24 : douze mois d'intervalle.

5.1.2.2 Examen de l'état de conservation

Application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, article 24 Vérification du bon état de conservation de l'accessoire.

6. EXECUTION DU MARCHE

Une réunion hebdomadaire si besoin aura lieu entre les pôles et le titulaire afin de planifier les interventions dans les bureaux de la cellule MCO.

6.1. Appareils de levage

6.1.1 Contrôles périodiques

La cellule MCO matériel commun précise le lieu d'intervention sur la commande.

6.1.2 Contrôles après réparation, déplacement, ou admission

Ces contrôles ne sont pas programmables et ont toujours un caractère d'urgence. La cellule MCO matériel commun précise le lieu de l'intervention sur la commande.

6.2. Accessoires de levage

La cellule MCO matériel commun précise le lieu d'intervention sur la commande.

7. CONDUITE DES APPAREILS

Pendant la vérification, les détenteurs des matériels s'efforceront de mettre à disposition du titulaire, le personnel nécessaire à la conduite des appareils.

La présence d'un personnel ne se sera pas une obligation pour l'administration, le titulaire est autorisé à conduire les appareils de levage à vérifier.

Pour cela, il justifiera préalablement de l'habilitation de conduire des appareils de levage à conducteurs portés et des aptitudes ou habilitations requises pour d'autres catégories d'appareils notamment, bras de levage, nacelle élévatrice...

8. RECOMMANDATIONS DIVERSES

L'attention du titulaire est attirée sur les points suivants :

- Avant le début de toute intervention sur un appareil quel qu'il soit, le contrôleur responsable du titulaire doit systématiquement se présenter au responsable du service concerné.
- Les plans de préventions mis en place par les formations doivent être rigoureusement respectés.
- Le personnel du titulaire doit connaître et appliquer scrupuleusement les règles d'hygiène et de sécurité du travail, il convient en particulier,
- D'avoir conscience des risques de chutes d'objets ou de personnel et de prendre toutes les dispositions pour les éviter,
- D'avertir les personnes se trouvant dans la zone d'essais des dangers encourus lors des manœuvres,

- D'assurer la délimitation physique du périmètre d'essai par des moyens appropriés (barrières, borne, e t c ...)

9. MARQUAGE DES APPAREILS ET ACCESSOIRES

Pour sensibiliser les utilisateurs sur la durée de validité des contrôles et, par conséquent, sur la sécurité, un repérage des accessoires et appareils sera effectué par le titulaire à l'issue de leur contrôle. Ce repérage constituera une information visuelle signifiant à l'utilisateur qu'il emploie un matériel vérifié et conforme à la réglementation.

Le repérage se fera par étiquette autocollante blanche sur laquelle sont indiqués le jour le mois et l'année du contrôle. Cette dernière précisera également la date limite pour le contrôle général périodique suivant. En fonction du résultat du contrôle, une étiquette verte marquée " CONCLUANT " ou une étiquette rouge marquée " NON CONCLUANT " sera apposée sur l'étiquette blanche.

Si le matériel est déclaré " NON CONCLUANT " le titulaire informera le détenteur du matériel et la cellule MCO Matériels communs, sur la nécessité d'immobiliser l'appareil et le précisera dès le rapport provisoire.

10. DELAIS

Les différents délais d'intervention et leurs modalités de prise en considération sont précisés dans l'articles 14.3 et 14.4 du CCAP.

11. DELIMITATION DE LA FOURNITURE

Important

A la charge du titulaire :

- Les plaques de lest calibrées, empilables et de dimensions adaptées aux appareils vérifiés, de masses différentes pour faciliter le complément de masse. Le titulaire devra disposer de 50 tonnes de plaques de lest disponibles,
- Les instruments de mesure et de contrôle (non destructifs) étalonnés,
- Le nécessaire pour le ressuage,
- Le nécessaire pour le marquage des accessoires de levage (étiquettes autocollantes...),
- Les véhicules de transport et de manutention (chariot élévateur, camion plateau avec bras de levage, échelle, ...) et les accessoires de levage (élingues, sangles, manilles, ...) nécessaires à la mise en place des équipements du titulaire.

12. RAPPORTS DE VERIFICATION

12.1. Rapport de vérification provisoire (annexe 1)

Un rapport de vérification provisoire et de réception de travaux est établi pour chaque appareil ou accessoire suivant modèle en annexe 1. Le titulaire pourra s'il le souhaite proposer à l'administration un autre modèle de son choix, il devra reprendre toutes les informations se trouvant sur l'annexe 1. Il est

visé du vérificateur et du responsable des appareils du service concerné (utilisateur). Un exemplaire est remis immédiatement à l'utilisateur, un exemplaire est transmis sous 72 heures à la cellule M.C.O. Matériel commun concerné.

Toutefois, si le contrôleur détecte une anomalie grave pouvant compromettre la sécurité d'emploi d'un engin, il condamne l'appareil, lui appose les étiquettes rouges " NON CONCLUANT " Mention en est faite sur le rapport de vérification provisoire visé par l'utilisateur.

12.2. Rapport de vérification détaillé

Un rapport détaillé de vérification pour chaque appareil, comprenant le détail de l'intervention et des points contrôlés, est transmis systématiquement au GSC à la cellule M.C.O. Matériel commun concerné.

Les rapports sont transmis au GSC dans un délai de 5 jours ouvrés maximum, suivant la date des contrôles ; de manière dématérialisée sur le site internet du titulaire. Un mail de confirmation sera transmis à l'administration dès que les rapports seront mis sur le site.

12.3. Suivi informatisé des vérifications

Le titulaire s'engage à proposer dans un délais d'un mois après la notification du marché un suivi informatisé des matériels. Cet espace permettra à l'aide d'un code personnel de consulter les différentes interventions effectuées par le titulaire dont voici une liste non exhaustive :

- Rapport de vérification précédent et autres ;
- Le planning d'intervention ;
- Un tableau sous format Excel avec possibilité d'export listant les matériels ; - une boîte de dialogue.

Le titulaire a 15 jours à compter de la fin de la visite réglementaire, pour mettre à jour le suivi informatisé.

En fin de marché, ce fichier, propriété de l'administration, sera restitué sur support informatique sous un délais d'un mois.

13. SECURITE

Toutes les consignes de sécurité générales ou particulières au lieu de prise en charge des matériels à contrôler devront être intégralement respectées et appliquées par le titulaire. Des plans de prévention seront établis entre le titulaire et l'administration.

LOT 2 : CONTROLE ET VERIFICATIONS DES MACHINES

14. OBJET DU BESOIN.

Le présent document définit, les contrôles réglementaires des machines installées des unités soutenues par le GSC Toulon.

15. ETENDUE DU BESOIN.

15.1. Visite réglementaire des machines

La liste du matériel par site figure en annexe 3.

Le parc actuel se compose d'environ 30 machines soumises à visite réglementaire périodique (Presses, massicots, centrifugeuse et broyeur /compacteur).

Ces matériels appartiennent à des formations situées à Toulon, Saint-Mandrier, Hyères, Cuers, Marseille.

Ce parc est susceptible d'évoluer par des déclassements ou ajouts de matériels.

15.2. Contrôle des machines

La liste du matériel par site figure en annexe 3.

La cellule MCO matériels communs est susceptible de demander le concours du titulaire pour les contrôles suivants :

- Contrôle d'une machine avant mise en service,
- Contrôle pour remise en service après intervention sur organes de sécurité ou modification éventuelle,
- Contrôle de la conformité de la machine.

Le parc est susceptible d'évoluer par des déclassements ou ajouts de matériels.

16. DOCUMENTS/ REGLEMENTATION.

16.1. Visites réglementaires périodiques et contrôles

Le titulaire réalise les prestations selon la réglementation en vigueur, et plus particulièrement la directive machines 2006/42/CE du 17 mai 2006.

16.2. Mesures particulières

Instruction n° 158 DEF/EMM/HSCT – 01000250/DCN/D du 30 août 2001 relative à l'application des dispositions réglementaires en matière de prévention au bénéfice du personnel, pour les opérations effectuées en co-activité à bord des bâtiments de la Marine Nationale en position « armé » ou « en complément ».

17. CONTENU DU MARCHE.

Le marché concerne, les visites et contrôles des machines (visite réglementaire, contrôle avant mise en service ou après intervention nécessitant une remise en service). Pendant la durée du marché, cette liste est susceptible d'évoluer par ajout ou déclassement de machines. Les appareils supplémentaires seront assimilés aux familles existantes. Les modifications importantes du parc seront notifiées au titulaire par ordre de service.

18. REALISATION DES VISITES ET CONTROLES.

Les demandes sont établies par la cellule MCO matériels communs du GSC de Toulon.

18.1. Visites réglementaires Périodiques

Le titulaire réalise les prestations selon la réglementation en vigueur, et plus particulièrement la directive machines 2006/42/CE du 17 mai 2006.

18.2. Contrôles des machines-outils

La cellule MCO matériels communs est susceptible de demander le concours du titulaire pour les contrôles suivants :

Contrôles	
Vérification de l'état de conformité des machines neuves ou d'occasion.	Conformité aux règles techniques code du travail R.4312-1. R.4311-2. R. 4324.1
Vérification du maintien de la conformité au cours de l'utilisation de machines anciennes maintenues en service.	Vérification de mise en conformité suivant la réglementation en vigueur. Code du travail R.4311-3, R.4324-1
Vérification lors de la remise en service.	Vérification après une opération de maintenance ou de modification ayant nécessité le démontage des dispositifs de protection. Code du travail R.4322-1 R.4323-14

A l'issue de ces contrôles, un rapport de vérification provisoire annexe 1 sera établi par le titulaire visée par le détenteur et le prestataire, puis remise à la cellule MCO matériels communs.

Dans tous les cas, un rapport de vérification détaillé établi pour chaque machine, comportera au minimum les constatations et observations pour lesquelles la machine s'écarte des dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

S'il y a lieu, sont cités, les points non vérifiés en les distinguant clairement de ceux qui ne sont pas applicables à l'équipement et une description détaillée des points permettant de justifier de manière précise les non conformités éventuelles au regard des articles réglementaires.

Le rapport doit comporter une conclusion claire et précise, déclarant la conformité ou la non-conformité de l'équipement, en rappelant dans le second cas les non conformités relevées lors de la visite ou du contrôle.

19. DELAIS

Les différents délais d'intervention et leurs modalités de prise en considération sont précisés dans les articles 14.3 et 14.4 du CCAP.

20. RAPPORTS DE VERIFICATION

20.1. Rapport de vérification provisoire

Un rapport de vérification provisoire et de réception est établi pour chaque appareil ou accessoire suivant modèle en annexe 1. Le titulaire pourra s'il le souhaite proposer à l'administration un autre modèle de son choix, il devra reprendre toutes les informations se trouvant sur l'annexe 1. Il est visé du vérificateur et du responsable des appareils du service concerné (utilisateur). Un exemplaire est remis immédiatement à l'utilisateur, un exemplaire est transmis sous 72 heures à la cellule M.C.O. Matériel commun concerné.

Toutefois, si le contrôleur détecte une anomalie grave pouvant compromettre la sécurité d'emploi d'une machine, il condamne l'appareil, lui appose les étiquettes rouges " NON CONCLUANT ". Mention en est faite sur le Procès-Verbal simplifié visé par l'utilisateur.

20.2. Rapport de vérification détaillé

Un rapport détaillé de vérification pour chaque machine, comprenant le détail de l'intervention et des points contrôlés, est transmis systématiquement au GSC à la cellule M.C.O. Matériel commun concerné.

Les rapports sont transmis au GSC dans un délai de 5 jours ouvrés maximum, suivant la date des contrôles ; de manière dématérialisée sur le site internet du titulaire. Un mail de confirmation sera transmis à l'administration dès que les rapports seront mis sur le site.

20.3. Accès au site web du titulaire

Le titulaire s'engage à proposer dans un délais d'un mois après la notification du marché un suivi informatisé des matériels. Cet espace permettra à l'aide d'un code personnel de consulter les différentes interventions effectuées par le titulaire dont voici une liste non exhaustive :

- Rapport de vérification précédent et autres ;
- Le planning d'intervention ;
- Un tableau sous format Excel avec possibilité d'export listant les matériels ; - une boîte de dialogue.

Le titulaire a 15 jours à compter de la fin de la visite réglementaire, pour mettre à jour le suivi informatisé.

En fin de marché, ce fichier, propriété de l'administration, sera restitué sur support informatique sous un délais d'un mois.